

Stratégie d'attraction de l'investissement des pays d'Asie-Pacifique au Canada

Introduction

L'attraction d'investissements et de technologies de l'étranger peut contribuer largement à la réalisation des priorités du gouvernement en matière de croissance économique et de création d'emplois. Aujourd'hui, trois emplois sur dix au Canada (directs et indirects), plus de 50 % des exportations totales et 75 % des exportations de produits manufacturés sont directement attribuables à l'investissement étranger direct (IED) au Canada. Selon certaines études, l'attraction d'un milliard de dollars d'IED au Canada engendrera jusqu'à 45 000 emplois sur une période de cinq ans. Le Canada a réussi, ces deux dernières années, à accroître l'IED au pays, qui, en 1996, enregistrait une hausse de 12,4 milliards de dollars pour totaliser 180,4 milliards de dollars, ce qui représente une hausse de 88 % par rapport à 1986. L'investissement direct canadien à l'étranger (IDCE) a également enregistré une forte hausse en 1996, atteignant 170,8 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation de 10,3 milliards de dollars par rapport à l'année précédente et une croissance de quelque 164 % depuis 1986. Ces chiffres témoignent grandement de la mondialisation continue de l'économie canadienne.

Cependant, malgré ces augmentations en chiffres absolus, notre part de l'ensemble des IED dans le monde n'a pas cessé de diminuer, celle-ci étant passée de 11 %, au début des années 80, à 4,5 %, en 1995. Cette diminution continue s'explique principalement par le fait que, ces dix dernières années, le stock mondial d'IED a presque quadruplé, passant de 700 milliards de dollars américains, en 1985, à 2 600 milliards de dollars américains, en 1995 — la tarte est désormais beaucoup plus grosse. Il y a aussi le fait que la concurrence s'est intensifiée au chapitre de l'investissement, les pays d'Asie,

en pleine expansion, et les pays d'Europe, grâce à l'établissement du marché commun, offrant des débouchés commerciaux prometteurs que n'ont pas permis de compenser les augmentations importantes de l'investissement au Canada par suite de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA).

Reconnaissant ces faits et l'importance d'attirer de nouveaux investissements étrangers pour la création d'emplois au Canada, le gouvernement a adopté, en juin 1996, une nouvelle stratégie de promotion de l'investissement dont les objectifs sont les suivants :

- se concentrer sur les cinq principaux pays sources d'investissement étranger direct (IED) au monde — les États-Unis, le Royaume-Uni, le Japon, l'Allemagne et la France — et sur les huit secteurs prioritaires — technologies de l'information, sciences de la vie (biotechnologies, appareils médicaux et produits pharmaceutiques), automobile, aérospatiale, agroalimentaire, produits forestiers, mines et produits chimiques et pétrochimiques;
- mettre l'accent sur le développement proactif de l'investissement sur d'autres marchés plus petits;
- accroître la confiance des investisseurs étrangers dans le Canada;
- faire mieux connaître les avantages qu'offre le Canada en tant que lieu où faire des affaires pour desservir le marché créé par l'ALENA;
- attirer de nouveaux investissements étrangers porteurs d'emplois vers toutes les régions du Canada;
- faciliter la rétention et l'expansion des investissements existants.

La stratégie de juin 1996 mettait en évidence cinq éléments d'un programme efficace de promotion de l'investissement. Ces éléments sont les suivants :

- la promotion internationale des avantages qu'offre le Canada en tant que lieu d'investissement;
- le ciblage et le service personnalisé de multinationales particulières dans les secteurs prioritaires par le biais d'un programme appelé Partenaires pour l'investissement au Canada (PIC), financé conjointement par le MAECI et Industrie Canada;
- la facilitation de la croissance d'un plus grand nombre de petites et moyennes

Aujourd'hui, trois emplois sur dix au Canada, plus de 50 % des exportations totales et 75 % des exportations de produits manufacturés sont directement attribuables à l'investissement étranger direct au Canada.